



SYNDICAT
NATIONAL
DES
FINANCES
PUBLIQUES

71



FINANCES
PUBLIQUES

71



FLASH MOBS 71



Mai - Juin 2019 n°4

Action du 5/02/2019 CHALON SUR SAONE

MERCREDI 6 FÉVRIER 2019 LE JOURNAL DE SAÔNE-ET-LOIRE

ACTU CHALONNAIS 15

CHALON-SUR-SAÔNE SERVICE PUBLIC

Les agents des finances publiques dénoncent une politique de casse



■ Au centre des finances publiques, la mobilisation de ce mardi a été portée par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires et Cfdt. Photo Marion GIOUSE

À l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle de ce mardi, les agents des finances publiques dénoncent un service à l'usager qui se détériore.

« Les gens comprennent tout à fait notre mobilisation. Il y a une vraie demande de services publics dans la population. » Devant la grande porte du centre des impôts situé avenue Pierre-Nugue à Chalon-sur-Saône, une trentaine d'agents des finances publiques distribuent des tracts rédigés de concert par la CGT, Solidaires, FO et la Cfdt. Ce mardi, jour de mobilisation nationale interprofessionnelle, cette intersyndicale a été reçue par la directrice départementale des finances publiques à Mâcon. « Des cahiers de doléances » rédigés dans les services lui ont été apportés.

La trésorerie de Saint-Rémy va fermer dans 8 mois
Au 1^{er} septembre 2019, quatre trésoreries vont fermer dont celle de Saint-Rémy (plus La Chapelle-de-Guinchay, La Clayette, La Roche-Vineuse). La Saône-et-Loire comptait 47 trésoreries en 1993, elles sont moins d'une trentaine aujourd'hui. Celle de Givry a été une des premières à cesser son activité en 2008.

« Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone. »

Une agent du "secteur assiette"

Dans certaines trésoreries comme à Chagny ou à Cuiseaux, le service de l'impôt a disparu, il ne reste plus que le service aux collectivités. La "publicité foncière" (anciennement conservation et hypothèques) devrait déménager à Mâcon ainsi que le "service enregistrement" (successions). « Le maillage territorial de l'administration fiscale est en train d'exploser », alerte Pascal Poyen, agent et secrétaire départemental de Solidaires. Autre changement, le 1^{er} septembre prochain, l'hôtel des finances publiques de Chalon-sur-Saône regroupera la trésorerie hospitalière du Nord Saône-et-Loire (Autun, Montceau..., hors Ehpad). Jus- qu'ici, le centre de Chalon n'était comptable que de l'hôpital William-Morey et du CHS de Sevreux. « Leur objectif, c'est de n'avoir que deux centres des finances publiques à Chalon et à Mâcon », résume une agent mobilisée.

La baisse des effectifs impacte l'accueil du public
En Saône-et-Loire, la Direction générale des finances publiques a supprimé 144 emplois depuis 2012. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes. « Ce sont les catégories B et C qui sont les plus attaquées, justement celles qui assurent l'accueil et traitent les demandes du public », développe une fonctionnaire du "secteur assiette". « Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone », ajoute-t-elle (*lire par ailleurs*). Alors que la plateforme nationale, elle-même régulièrement débordée, renvoie vers les centres des impôts locaux.

144
Le nombre d'emplois supprimés, depuis 2012 en Saône-et-Loire, par la Direction générale des finances publiques. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes.

L'objectif de la dématérialisation de tous les paiements fiscaux, d'ici 2022, pousse également les centres à réduire leurs horaires d'ouverture (comme cela a été le cas récemment à Chalon) pour inciter les gens à trouver les réponses en ligne. « Ce système n'est pas égalitaire, tout le monde n'a pas la faculté d'utiliser l'outil informatique », regrette une agent qui conclut, dépité : « Le service à l'usager est détérioré. »

Marion GIOUSE

NOTE Lundi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h. Mardi et mercredi de 8 h 30 à 12 h. Des horaires valables même pendant les semaines précédant la date limite de remplissage de la déclaration fiscale.

ZOOM

100 visites par jour pour le prélèvement à la source

Janvier est normalement un mois calme au centre des impôts de Chalon-sur-Saône. Toutefois, ce mardi à 11 heures, une file d'attente de 15 personnes s'étirait devant le présentoir de l'accueil et 18 personnes supplémentaires attendaient à l'étage après s'être fait remettre un ticket. Soit 33 personnes. Depuis la mise en place du prélèvement à la source, près de 100 contribuables viennent chaque jour se renseigner sur cette question, en plus des 70 visiteurs moyens journaliers. La personne unique à l'accueil a été renforcée par deux, voire trois personnes.



■ 33 personnes étaient présentes mardi à 11 heures au centre des impôts. Photo Marion GIOUSE

Selon plusieurs agents, le prélèvement à la source n'est pas adapté au système français basé sur la composition du foyer, les niches fiscales et les crédits d'impôts (travaux de rénovation, services à domicile, frais de garde...) censés être remboursés en septembre de l'année en cours. « Jusqu'ici, le taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu était excellent (98 %) mais il n'est pas certain que ça se passe aussi bien avec les entreprises qui doivent ensuite abonder les caisses de l'Etat, craint Mina Jaillard, élue de la majorité à Chalon et agent au Service des impôts des entreprises (SIE). La TVA n'est déjà pas toujours reversée et les entreprises présentent souvent des difficultés de trésorerie. »

ACTION DU 8/02/2019 ET JOURS SUIVANTS ! : CHALON



DEPUIS LA FIN DU MOIS DE JANVIER, APPEL INTERSYNDICAL AU BOYCOTT DES ENTRETIENS :



**Pour marquer votre mécontentement
Vous voulez des actions
qui se voient et qui ne coûtent rien ?
En voilà UNE :**



LE CREUSOT : Finances Publiques : La casse des missions du service public dénoncée

f t Lu 1106 fois Imprimer l'article

11/02/2019 16:12



Pierre Badey secrétaire départemental CGT (Finances Publiques) a été clair ce lundi en début d'après-midi : « Il ne s'agit pas de grève, mais bien d'une mobilisation des agents des finances pour dénoncer la casse des missions du service public... ». Une "mobilisation" sans aucune gêne pour les Creusotins puisque, le syndicaliste l'a précisé, elle se déroule jusqu'à 14 heures pour l'ouverture des portes du centre des finances publiques du Creusot où une vingtaine de personnes s'était rassemblée. Pierre Badey qui était entouré de Magali Rocher et Christelle



Fauchon pour le syndicat Solidaires Finances publiques a rappelé la tenue dernièrement du même mouvement à Chalon (5 février) et annoncé une prochaine mobilisation sur Montceau-les-Mines. « Les petites localités sont appelées à évoluer vers des points de permanence, 18 postes ont déjà été supprimés sur le département. Notre Direction refuse de nous donner des

informations mais nous savons que des changements sont prévus d'ici 2022... » expliquent les syndicalistes qui pensent à des concentrations de services sur des sites principaux comme Chalon et Mâcon. « Les gens viennent

s'assurer qu'ils ne font pas de bêtises, on les rassure, les informe, le contact humain est très important, sur Le Creusot, nous recevons dans chaque centre, une centaine de personnes par jour avec de nombreuses questions sur le prélèvement à la source... c'est 30 à 50% de plus que l'an passé à la même période. Aujourd'hui la menace est réelle, des missions vont être transférées...» annonce Pierre Badey, qui milite pour la défense des services publics et notamment ici pour que les Creusotins puissent encore longtemps bénéficier des mêmes services avec un point d'accueil spécifique pour les trois pôles du Centre local (pôles Impôts particuliers-Impôts entreprises et Trésorerie). « Au final, ce sont toujours les citoyens et les agents qui sont les grands perdants ! ». D'où cette mobilisation permettant aussi d'informer les populations.

lejournal

LE CREUSOT

Finances publiques : ils dénoncent une politique de casse

Vu 662 fois | Le 11/02/2019 à 14:18 | mis à jour à 15:20 | Réagir [2]



Ce lundi, une vingtaine d'agents des finances publiques s'est retrouvée au Creusot pour dénoncer leurs conditions de travail et le démantèlement annoncé des centres des impôts. "Nous savons que de gros changements vont intervenir d'ici 2022. Mais notre direction départementale refuse de nous donner le détail. Ce que nous craignons, c'est que les centres des impôts du Creusot, de Montceau et de Louhans ferment pour être concentrés à Chalon", ont expliqué Magali Rocher (syndicat Solidaires), Pierre Badet (CGT) et Christelle Fauchon (Solidaires).

Les fonctionnaires, qui se sont rassemblés une quinzaine de minutes derrière une banderole revendicative avant de prendre leur service, estiment que l'horizon qui leur est présenté est bouché : "depuis quatre ans, les horaires d'ouverture au public ont été réduits du fait que nous soyons moins nombreux. Nous n'ouvrons plus les vendredis pour pouvoir traiter les différents dossiers", ont ajouté les représentants du personnel qui estiment que la fréquentation des contribuables est en hausse de 30 à 50% par rapport à l'année dernière. "Beaucoup plus de personnes passent au centre des impôts pour obtenir des renseignements sur le prélèvement à la source. Les contribuables n'ont plus que jamais besoin d'un service de proximité", ont martelé les représentants des syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT qui prévoient des mobilisations similaires à celle du Creusot devant d'autres centres des impôts du département dans les prochains jours.

MÂCON - SAINT-DENIS (93) PAGES 3-3

Affaire conclue : les coulisses d'une émission qui cartonne

le journal

Édition Bresse ZIG DE SAÔNE-ET-LOIRE Vendredi 15 février 2019 - 1,20 €

LOUHANS
Bientôt des jeux extérieurs à Aquabresse ?

EXPLOIT SPORTIF BRESSAN
La crème des sportifs en images

DOMMARTIN-LÈS-CUISEUX
Le premier grand débat, c'est ce soir

BRESSE

Les agents des impôts en colère



Une vingtaine d'agents des finances publiques de Louhans ont affiché leur mécontentement ce jeudi. Ils s'inscrivent notamment pour l'avenir de ce service public en Bresse. PAGE 12

12 **ACTU BRESSE** Vendredi 15 février 2019

LOUHANS Manifestation

« Il y aura moins de services aux finances publiques de Louhans »

Ce jeudi, une vingtaine d'agents du centre des finances publiques de Louhans ont manifesté. Pour dénoncer leurs conditions de travail, mais aussi pour mettre en garde sur l'avenir de ce service public en Bresse.

« **Pas contents** », les agents des finances publiques ne jouent pas à Louhans. Ce jeudi, ils ont fait leur entrée en ville, défilant en file indienne dans la zone commerciale de la zone d'activité. Une vingtaine d'agents participant à cette action à l'appel de l'intersyndicale bressane CGT, FO, Solidaires et CFDT.

Deux suppressions de poste à Louhans en 2019

Cette action intervient alors que le préfet a annoncé la suppression de deux postes au sein du service des impôts de Louhans. C'est notamment la suite des premières réunions de la cellule. « Nous avons beaucoup de personnes qui viennent pour demander une modification de leur poste de travail », explique Pascal Leclercq, agent principal du centre des finances. C'est une charge de travail supplémentaire, qui implique un travail de nuit. Or, les services de nuit sont financés par des budgets budgétaires qui diminuent. En Saône-et-Loire, 18 suppressions de postes sont prévues en 2019 aux finances publiques, dont deux à Louhans : une à la trésorerie, et une au Service des impôts des particuliers, celui-ci étant en outre en demande de public. Cette réduction ne date pas d'aujourd'hui. « Il y a 10 ans, nous étions plus de 100 agents des finances publiques à Louhans », se souvient Patrick Baud, du syndicat Solidaires. Aujourd'hui, nous ne sommes plus qu'une bonne trentaine, en comptant les suppressions de poste et les transferts. En outre, il y a des services qui ont disparu. Par exemple, le service des impôts des particuliers (Centre des impôts particuliers, Pôle de contrôle des entreprises) ont disparu.

Quel avenir pour les trésoreries ?

Et ça ne va certainement pas s'arrêter là. Selon les spécialistes, le département a besoin de réorganiser ses services. Tous les départements doivent le faire dans le cadre de la réforme nationale de la fonction publique », indique Thomas Côté, secrétaire départemental adjoint de la CGT finances. Ça ne va pas à quelle vitesse, mais ça va certainement venir. Rite stratégique. « En Vendée, par exemple, ils ont fermé toutes les trésoreries du département. » Cela veut dire que celles de Louhans, Chalon-sur-Saône, Chagny, Saint-Germain-du-Bois et Marnay-la-Rochelle vont disparaître. Pour l'instant, elles ne sont pas en danger. Mais Thomas Côté n'est pas optimiste pour l'avenir. « Je ne sais pas ce qui se passera en Saône-et-Loire. Ça dépendra du projet de la direction. Mais quel qu'il soit, avec cette réorganisation, il y aura moins de services au centre des finances publiques de Louhans. »

4 Le nombre de trésoreries du département dont la fermeture est actée pour le 31 septembre 2019 : La Chapelle-de-Guinchay, La Chapelle, La Roche-Vineuse et Chalon-Perrière. Celles de Chalon-sur-Saône, Marnay-la-Rochelle, et Louhans ont été maintenues, jusqu'à quand ?

Du changement pour l'hôpital

Parmi les grèves du personnel des finances publiques à Louhans, il y a aussi le mouvement de la grève de la comptabilité de l'hôpital de Louhans à Chalon. Deux trousseaux hospitaliers ont été envoyés en grève à l'hôpital de Louhans. « À Louhans, quand la personne spécialisée ne peut pas venir, on a un remplaçant », explique Laurent Chavronnet. Les agents, quand à eux, doivent venir un autre jour de travail au service de pédiatrie.

QUESTIONS À

Laurent Chavronnet, directeur départemental adjoint des finances publiques

« Les suppressions de poste vont certainement continuer »

Vous agents des finances publiques ont une action de service des finances publiques en Bresse. Quel est le projet de réorganisation lancé par la Direction départementale ?

« Nous sommes en réflexion, il n'y a pas de décision prise. La direction générale des finances publiques fait des restructurations pour s'adapter à la décentralisation. Plusieurs postes vont être transférés en plusieurs communes, ce qui implique des déplacements de services au public. Nous avons par exemple une réflexion en cours en lien avec les représentants des services de service public pour le service de l'impôt sur le revenu. »

Les agents pointent du doigt les suppressions de poste.

« Ils disent que 18 suppressions de postes sont prévues en 2019. Ces suppressions vont certainement continuer parce que l'administration doit continuer à se réorganiser, pour les professionnels comme pour les particuliers. Il y a un gain de temps pour les agents qui ne travaillent pas, en Saône-et-Loire, plus de 50 % de démissionnaires de services se font en ligne. »

Cette division ne va pas dans le sens d'un service de proximité.

« Si ce n'est pas le cas, on ne peut pas continuer à se réorganiser, une réflexion doit venir sur la proximité. On sait que tout le monde ne peut pas faire ses démarches sur Internet, particulièrement dans les territoires ruraux comme la Bresse. Et même s'il n'y a pas de réorganisation, il y a quand même une pression. Par ailleurs, on sait que certains ont encore du mal à réaliser l'impôt, notamment, c'est pour cela qu'on veut aussi les former. »

Photo: Thierry LECHEVALLIER

PAGE 10

MANIFESTATION

Louhans : les agents des finances publiques en colère

Des suppressions de poste d'une part, une charge de travail plus forte du fait du prélèvement à la source d'autre part : une vingtaine d'agents du centre des finances publiques ont manifesté ce jeudi.

Vu 368 fois | Le 14/02/2019 à 12:18 | mis à jour à 12:45 | Réagir



Les agents des finances publics ont déployé une banderole pendant une demi-heure. Photo Patrick AUDOUARD



Ce jeudi, en fin de matinée, une vingtaine d'agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CDT. Ils ont déroulé, dans la cour intérieure du site, une banderole pour exprimer leur colère. Ils entendent ainsi prévenir du danger qui plane sur ce service, que ce soit au niveau national ou local.

Les agents se plaignent notamment des suppressions de poste (18 emplois supprimés en Saône-et-Loire en 2019, selon leurs chiffres), alors que la mise en place du prélèvement à la source a pour conséquence une plus grosse charge de travail.

Ils s'inquiètent également du projet de restructuration du service départemental des Finances publiques, qui doit être prochainement annoncé par leur direction. Ils redoutent de la casse sans vraiment savoir à quoi s'attendre. "Quoi qu'il arrive, il y aura moins de services à Louhans", préviennent-ils.

L'INDÉPENDANT

PARAIT LE MARDI ET LE VENDREDI

du Louhannais et du Jura

BRESSE / ÉCOLES

Sept fermetures de classe : la mobilisation ne faiblit pas P.5



LOUHANS

Les agents des impôts inquiets

Face à un projet de restructuration, les agents craignent des services en moins au centre de Louhans.

P.6

SECOURS



L'appel des pompiers pour libérer les volontaires

Les du club « Atouts Bresse entreprises », les responsables des pompiers du département ont lancé un appel aux entreprises pour faciliter la disponibilité des volontaires.

P.32

VARENNES-SAINT-SAUVEUR

Un prix d'excellence pour la laiterie

Le ministère de l'Agriculture a récompensé la laiterie de Bresse pour avoir obtenu, trois années de suite, une médaille au concours général agricole.

PAGE 4

SERVICES

Centre des impôts : les agents inquiets pour l'avenir du site

Les agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont décidé d'agir. Ils craignent notamment des suppressions de services à venir.

À l'appel de l'intersyndicale CGT - Solidaires - FO Finances Publiques 71, des agents des finances publiques de Saône-et-Loire se mobilisent actuellement pour défendre entre autres le service public, leurs missions et leurs emplois. Les syndicats annoncent 18 suppressions de poste en Saône-et-Loire en 2019 et dénoncent entre autres des conditions de travail dégradées dues à une baisse constante des moyens. Ils pointent du doigt aussi la mise en place du prélèvement à la source.

Des actions ont déjà eu lieu à Chalon et au Creusot. Ce jeudi peu avant midi, une vingtaine d'agents de Lou-



Ce jeudi peu avant midi, une vingtaine d'agents de Louhans ont pris un moment sur leur temps méridien pour faire une action symbolique.

« Nous craignons des suppressions de services au niveau de Louhans »

hans ont pris un moment sur leur temps méridien pour faire une action symbolique et expliquer la situation aux usagers de pas-

sage. « Notre directrice départementale des finances publiques doit rendre un projet

de restructuration au ministère à Bercy. Nous craignons des suppressions de services au niveau de Louhans, précise Thomas Gilles de la CGT finance publique et inspecteur à Louhans. Le cadastre n'existe plus, le contrôle fiscal est à Chalon et le service des hypothèques est en souffrance. On craint le pire pour la suite. Déjà que nous sommes fermés le mer-

credi au public. »

Thomas Gilles est clair : « Les particuliers et les collectivités ont besoin de service de proximité comme ici. La numérisation ne fait pas tout... »

Par ailleurs, les syndicats s'inquiètent sur l'avenir des trésoreries en Bresse comme à Cuisieux, Cuisery ou Pierre-de-Bresse.

O.C.

Menu

le journal
de Saône et Loire

CHALON MÂCON CHARDOLAIS - BRIONNAIS MONTCEAU CREUSOT AUTUN BRESSE

LE JOURNAL DE SAÔNE ET LOIRE / ÉDITION MONTCEAU

MONTCEAU-LES-MINES - SOCIAL

Les agents se mobilisent ce vendredi pour garder le centre des impôts

Les agents des impôts seront devant le centre des finances publiques ce vendredi pour défendre leur administration menacée selon eux de fermeture d'ici à 2022.

Vu 735 fois

Le 14/02/2019 à 19:06

mis à jour à 19:47

Réagir

Centre des impôts de Montceau. Photo C.RDUX

LECTURE ZEN

Ils étaient devant le centre des impôts du Creusot ce lundi et seront présents ce vendredi devant le centre des finances publiques de Montceau. Les agents des impôts renouvellent leur action de sensibilisation auprès du grand public pour défendre le maintien du centre des finances, menacé de fermeture dans quelques années. "Certains services ont déjà fusionné avec le centre des impôts du Creusot, et la politique gouvernementale tend à fermer les centres du département au profit d'un ou deux gros centres à Chalon ou Mâcon" évoque Pascal Poyen, membre du bureau de Solidaires71 pour les finances publiques.

La charge de travail des agents due au prélèvement à la source sera de même évoquée. "C'est vrai que cela se passe bien, mais les gens ont des questions auxquelles il nous faut répondre".

Une manifestation départementale à l'initiative de la CGT71, de Solidaires71, FO71 et la CFDT71 (*lire tract ci-dessous*)

LES TRÉSORERIES AUSSI VISÉES PAR DES FERMETURES

La trésorerie de Perrigny-les-Forges-Palanges a été visée par une fermeture puis finalement maintenue par le ministre des comptes publics en fin d'année dernière.

cgt

Solidaires
71
Finances Publiques

FO

CFDT

71



Samedi 16 février 2019

ACTU. MONTCEAU ET RÉGION 13

MONTCEAU-LES-MINES

Les agents craignent la suppression du centre des finances publiques

25 agents du centre des finances publiques de Montceau-les-Mines ont mené une opération de tractage vendredi. En colère, ils dénoncent une dégradation de leurs conditions de travail, de l'accueil des usagers et s'inquiètent d'une éventuelle suppression du centre.

« Qu'est-ce que l'on va devenir ? », s'insurge une employée des finances publiques. L'inquiétude de voir disparaître ce service public à Montceau-les-Mines est partagée par une majorité de ses collègues. 25 d'entre eux étaient regroupés devant l'établissement pour exprimer leur mécontentement ce vendredi.

Pas d'information de la direction

« Lors d'une réunion le 5 février, la direction n'a pas souhaité



Les agents du centre de finances publiques ont distribués des tracts aux usagers ce vendredi, de 13 à 14 heures. Ils ont voulu les alerter sur leurs conditions de travail. Photo Pierrick DEGRACE

té communiquer sur la restructuration des services », déplore Pierre Badey, secrétaire départemental de la CGT. Un silence assumé. « Aucune décision n'a

été prise. Nous sommes en pleine réflexion », assure Laurent Chaintreuil, directeur adjoint des finances publiques à Macôn. Cette réorganisation est, selon

lui, nécessaire. « Nos budgets sont réduits. L'objectif est de fournir un service moins coûteux et tous aussi performant. Aujourd'hui, beaucoup de dé-

marches se font par internet », souligne-t-il. À ce titre, la dématérialisation des démarches administratives est dénoncée par les agents des finances publiques.

« Depuis l'instauration du prélèvement à la source, les usagers rencontrent des difficultés », déclare l'un d'entre eux. Conséquence, la fréquentation du centre des finances publiques a augmenté. « La masse de travail est plus importante. Nous sommes moins aptes à répondre à leurs besoins. Preuve en est, le temps d'attente au guichet est plus long. »

Cette hausse est relativisée par le directeur adjoint. « Le système est nouveau. Il est normal que les administrés s'interrogent. La fréquentation a augmenté mais pas de manière significative. » Aucun chiffre ne nous a été communiqué pour le constater. « Ça va se tasser », tempère le directeur adjoint.

Pierrick DEGRACE



ACCUEIL FAITS-DIVERS POLITIQUE SOCIÉTÉ PERDU TROUVÉ ÉCONOMIE CULTURE SANTÉ ASSOCIATIONS SPORTS ILS NOUS ONT QUITTÉS Recherche

> Société > Le Creusot – Le service public est en danger dénoncent les syndicats

Le Creusot – Le service public est en danger dénoncent les syndicats

11 février 2019

Communiqué – Les agents des Finances Publiques sont en action soutenus par l'intersyndicale CGT Solidaires FO et CFDT depuis la fin janvier contre les réorganisations de leurs missions et métiers qui préfigurent le démantèlement du réseau DGFIP dans le département.

Concentration des services sur 1 ou 2 sites principaux (on peut penser Chalon et Mâcon), fermeture programmées des trésoreries, création d'agents itinérants sans bureaux, et bien d'autres réjouissances...

Lundi 11 février à partir de 13H15 action devant le centre des finances publiques du Creusot.



LE SERVICE PUBLIC DES FINANCES EN DANGER !

Le Prélèvement à la source : une simplification pour qui ?

Le prélèvement à la source est effectif depuis le 1er janvier 2019.

Le changement du mode de recouvrement de l'impôt sur le revenu modifie, d'ores et déjà, à la fois les comportements des contribuables et l'exercice des missions des agents de la Direction Générale des Finances Publiques qui a perdu

près de 40 000 emplois depuis 2002

dont 23 511 suppressions d'emplois ces dix dernières années.

En Saône et Loire, cela s'est traduit par 144 suppressions d'emplois depuis 2012. En 2019, 18 emplois ont été supprimés ; et ce sont les catégories B et C qui ont été le plus attaquées : ces mêmes catégories qui assurent l'accueil et le traitement des demandes du public... Pourtant, l'accueil physique des citoyens constitue le point d'entrée principal dans notre administration : en 2016, en Saône et Loire, au total 67 970 citoyens sont venus ou ont téléphoné dans les centres des finances publiques uniquement durant la campagne déclarative d'impôt sur les revenus ; ils sont près de 6 millions au niveau national. Les besoins de la population sont réels.

Mais quelles conséquences pour vous, contribuables, et pour nous, agents des Finances Publiques, devant ces réformes et réorganisations issues de choix politiques ?

COLÈRE



Ag!r

MAINTENANT



FINANCES PUBLIQUES

même plus l'impôt sur les os !

ACTION DU 5/03/2019 : MACON, UNE DÉLÉGATION DES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES DE SAÔNE ET LOIRE VIENT EXPRIMER SES REVENDICATIONS À LA DDFIP 71 À L'OCCASION D'UN non-CTL !



Une délégation des agents des Finances Publiques de Saône et Loire vient exprimer ses revendications à la DDFIP 71 à l'occasion d'un non-CTL !

La motion ci-dessous a été lue :

Madame la directrice,

Aujourd'hui, il n'y aura pas de CTL. Les organisations syndicales représentatives, mandatées par les agents de Saône-et-Loire, ne siégeront pas.

Aujourd'hui, est une journée particulière. En effet, les agents des Finances Publiques de Saône-et-Loire se sont déplacés, de tous les sites du département, pour venir vous exprimer leur désarroi, leur inquiétude mais aussi leur colère. Comme dans les autres départements, les personnels se mobilisent pour forcer la direction générale à dévoiler ses plans néfastes, perfidement et (trop) optimistement baptisés « *Horizon 2022* ».

Aujourd'hui, 5 mars 2019, nous regardons l'Horizon 2022 que la direction générale nous prépare en secret et nous ne voyons qu'obscurité.

Cette mobilisation, bien qu'inédite en Saône-et-Loire, ne devrait pas vous surprendre : vous connaissez déjà nos questions puisque nous vous les avons posées lors d'une réunion informelle le 5 février 2019.

Nous venons donc, collectivement et avec plus de force, vous les poser à nouveau de façon claire et précise, et alors que certains directeurs ont déjà livré leurs projets. Nous vous demandons d'être loyale envers les agents de Saône-et-Loire.

C'est au nom de la loyauté que vous devez au Directeur Général et au Ministre, que vous vous apprêtez, à travers vos propositions, à casser le réseau des finances publiques dans le département. Vous préparez et décidez, dans le plus grand secret, d'un projet qui va impacter lourdement l'avenir des C, des B, des A et des A+.

La note « secrète » de la DG est connue partout en France et l'on voit bien la casse imposée par Bercy. Les directeurs, qui ont joué la transparence dans leur département, ont bâti des scénarios qui reproduisent assez fidèlement cette ligne de démantèlement. Dès lors, comment envisager aussi froidement la chose en se drapant de loyauté ?

Car en dehors du cadre purement professionnel, c'est bien à la vie personnelle des agents que s'attaque ce projet « Bâtir un nouveau réseau ». Si vous demandez la fermeture de l'immense majorité des trésoreries et les transferts de SIE ou de SIP, les collègues de ces structures vont forcément être amenés à envisager des déménagements. Ce sont nos projets de vie que vous remettez en cause, il faut donc être transparent !

Les directeurs départementaux répondent à cette commande de fermetures de la DG comme si nous n'existions pas, comme si les agents de toutes catégories n'étaient que des chaises, des numéros.

Les agents aujourd'hui, et depuis le début du mois de février, en tirent les premières conséquences. Ils se sont mobilisés dans beaucoup de centres, selon des formes parfois inédites, qui a, d'ailleurs, piqué l'attention des responsables des services RH, prompts à pointer les participants.

Nous vous demandons donc de nous préciser :

- Le nombre de suppressions d'emplois prévues pour les 3 ans à venir ;
- Le nombre de trésoreries menacées, le nombre de SIE, de SIP, leurs implantations ;

- Le nombre de front office et back office prévus pour les remplacer et sous quelle forme ?
- Les conséquences de cette grande casse en matière de ressources humaines : que vont devenir les collègues concernés ?

Bref, nous vous demandons instamment de répondre à toutes les questions soulevées par la note de décembre et remise aux directeurs départementaux.

Aujourd'hui, vous avez une occasion inédite de nouer le dialogue et d'assurer aux agents que vous défendrez le service public des finances en Saône-et-Loire. Non pas en le cassant ou en anticipant les restructurations, mais plutôt en s'associant à leur démarche et en faisant remonter leurs revendications contenues dans les cahiers revendicatifs que nous vous remettons.

Les agents ne veulent pas que leurs missions soient transférées, leurs centres fermés, leurs emplois supprimés au nom d'une nécessité qui n'a absolument rien d'évident.

Ils sont là pour dénoncer une politique qui casse leur travail, méprise leur condition de travail et attaque leur statut. Ils souhaitent répondre aux besoins fondamentaux des citoyens : c'est pour cette raison qu'ils se sont engagés au service de l'État.

Mais il y a bien longtemps que les représentants de l'État ont perdu de vue ces valeurs.

Ces valeurs qui, malheureusement, se sont effacées derrière des nécessités et des objectifs comptables, déclinés selon des éléments de langages récurrents.

Aujourd'hui, les agents ne veulent plus de ces changements néfastes. Ils se sont déplacés pour vous le dire !

Mâcon le 5 mars 2019



SOCIAL - MÂCON

Finances publiques : l'intersyndicale dénonce des "régressions qui vont à l'encontre du service public"

Ce mardi matin, une cinquantaine d'agents des Finances publiques du département sont venus à Mâcon à l'occasion du comité technique local de la direction générale des Finances publiques, qui se déroulait à la cité administrative.

Vu 743 fois | Le 05/03/2019 à 10:29 | Réagir (1)



Répondant à l'appel de l'intersyndical (NDLR : CGT Finances publiques, Solidaires Finances publiques, FO Finances publiques et CFDT Finances publiques), une cinquantaine d'agents des Finances publiques sont venus exprimer leur "désarroi", leur "inquiétude" et leur "colère", ce mardi matin, à Mâcon, à l'occasion du comité technique local de la direction générale des Finances publiques. "Nous nous mobilisons à nouveau pour forcer la direction générale à dévoiler ses plans néfastes", expliquent les représentants syndicaux.



■ "Un service public dégradé"

Pour les organisations syndicales, le projet "Horizon 2022" est une "restructuration" du réseau des Finances publiques. "Avec des suppressions d'emplois et de trésoreries à la clé".

"En Saône-et-Loire, nous avons déjà connu 144 suppressions d'emplois depuis 2012, indiquent Thomas Gilles, de la CGT et Pascal Poyen, de Solidaires. En 2019, 18 emplois ont été supprimés. Ce sont les catégories B et C qui ont été les plus attaquées. Pourtant, ce sont ces catégories qui assurent l'accueil et le traitement des demandes du public". Pour les représentants syndicaux, cette baisse du nombre d'agents engendrent "des énormes files d'attente" pour les contribuables, "alors que la demande est forte, notamment en raison du passage au prélèvement à la source".

■ Fermetures annoncées de trésoreries

L'intersyndicale dénonce également "les fermetures annoncées de quatre trésoreries (NDLR : La Chapelle-de-Guinchay, La Roche-Vineuse, Saint-Rémy et La Clayette)". "Aujourd'hui, on ne parle que de dématérialisation, d'internet et de plate-forme téléphonique. On nous propose un traitement industriel de nos missions".

Pour les agents, la restructuration des Finances publiques est également synonyme de "charge de travail supplémentaire", de "conditions de travail dégradées" et de "mobilité géographique de plus en plus subie". D'autres manifestations pourraient avoir lieu dans les prochaines semaines.

Croisée à l'issue du comité technique local, Eliane Simon, directrice départementale des finances publiques de Saône-et-Loire, n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Mme Simon a tenu à rappeler que la direction n'en était qu'à la phase de réflexion, qu'elle communiquerait le moment venu lorsque le projet sera validé par la direction générale. Elle affirme ne pas avoir d'indications sur la volumétrie des emplois supprimés dans les années à venir. Cependant, aucune orientation contenue dans le document « Bâtir un nouveau réseau » n'a été démentie. Mme Simon a indiqué qu'elle allait fusionner les SIP et les SIE mais qu'il ne s'agit pas de ne retenir qu'un seul SIP et un seul SIE pour le département.



Les agents ne sauront donc rien sur l'avenir du réseau en Saône et Loire.

La DDFIP a tout de même concédé un point : cette situation pouvait être anxiogène pour les agents...



ENSEMBLE DANS L'ACTION LE 14 MARS



IL Y A URGENCE !



**SIP, SPF, CADASTRE, SPL...
TOUS LES SERVICES MENACÉS !**



**UN VOLUME DE SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS JAMAIS ATTEINT**



**RÈGLES BAFOUÉES
ET ENGAGEMENTS RENIÉS**

**POUR UN CHANGEMENT DE CAP,
LA MOBILISATION DE TOUS
EST DONC INDISPENSABLE LE 14 MARS ET ENSUITE !**

TOUS EN GREVE LE 14 MARS !

Code Direction : 710

Direction : DIR DEPT FINANCES PUBLIQUES DE LA SAONE-ET-LOIRE

Motif : Augmentation du pouvoir d'achat
Défense du statut
Opposition aux orientations générales du gouvernement en matière de droits des agents
Amélioration des conditions de travail
Maintien et renforcement de toutes les missions de la DGFIP
Oppositions aux suppressions d'emplois et aux restructurations.

Organisations syndicales : Solidaires-FP, FO DGFIP, Solidaires Finances publiques, CGT Finances publiques, CFDT Finances

	Catégorie A+ (1) Cadres supérieurs			Catégorie A (inspecteurs seulement)			Catégorie B			Catégorie C			Totaux		
	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%
Direction	18		0,00	16	4	25,00	65	10	15,38	43	3	6,98	142	17	11,97
SIP-CDI-CDIF	3	1	33,33	7	4	57,14	29	15	51,72	37	18	48,65	76	38	50,00
SIE, SIP-SIE et PRS	9		0,00	7	5	71,43	71	43	60,56	44	20	45,45	131	68	51,91
Trésoreries	19	4	21,05	17	3	17,65	93	47	50,54	51	22	43,14	180	76	42,22
Brigades, BCR, PCE, PCRP, ICE	5		0,00	23	6	26,09	19	8	42,11				47	14	29,79
Services de Publicité Foncière	3	1	33,33	2	1	50,00	18	10	55,56	14	5	35,71	37	17	45,95
ESI															
CPS - CIS - CC															
TOTAL	57	6	10,53	72	23	31,94	295	133	45,08	189	68	35,98	613	230	37,52

(1) La catégorie A+ supérieurs s'entend à partir du grade d'inspecteur divisionnaire

14 mars 2019 : MANIF' régionale à DIJON. UNE DÉLÉGATION DE L'INTERSYNDICALE DE SAÔNE ET LOIRE A REJOINT LES COLLÈQUES DES AUTRES DÉPARTEMENTS BOURGUIGNONS ET PARTICIPE À LA RENCONTRE AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE !



Pour les syndicats des impôts, face aux menaces, « il y a urgence ! »

Vu 3381 fois

Le 14/03/2019 à 11:12

🕒 mis à jour à 12:18

💬 Réagir (11)



Dans le cadre d'un mouvement national de grève et d'actions ce jeudi, l'Intersyndicale finances publiques 21 (CGT, Solidaires, CFDT, CFTC, FO) organise, à partir de 11 heures, un rassemblement devant la Direction régionale des finances publiques 21 (DRFIP 21), place de la Banque à Dijon. Pour eux, « il y a urgence ! » à agir face aux menaces qui pèsent sur « l'avenir des missions, des implantations et des emplois de notre administration »



■ Ce jeudi matin devant la Direction régionale des finances publiques 21 (DRFIP 21), place de la Banque à Dijon. Photo LBP / V. L.

Plus précisément, les syndicats se mobilisent notamment : « Pour l'arrêt des suppressions d'emplois » ; « pour l'ouverture de véritables discussions sur le devenir des missions, des implantations territoriales et le maintien des garanties individuelles et collectives [...] » ; « pour la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins » ; « pour une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et un large plan de promotions [...] » ; « pour l'augmentation de la valeur du point d'indice » ; « pour la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros brut par mois [...] » et « pour l'attribution à toutes et tous de la prime exceptionnelle de 200 euros ».

JOURNÉE DE MOBILISATION INTERPRO DU 19/03/2019

L'intersyndicale CGT-SOLIDAIRES-FO-CFDT Finances Publiques 71 s'est retrouvée aujourd'hui à Chalon pour une **OPÉRATION TRACTAGE** devant le centre des Finances Publiques, sur les plages d'horaires variables à 8h30 puis 11h30, rejointe par quelques agents du Centre.



Puis les militants des organisations syndicales se sont réunis pour décider des actions à venir dans les prochaines semaines.

Enfin, l'action militante s'est terminée avec la participation à la **MANIFESTATION**, organisée, l'après-midi, au départ de la maison des syndicats.





Signalons que nos **COLLÈGUES DE LA TRÉSORERIE DE CUISERY** ont participé aussi à une opération tractage sur les horaires variables, à partir de 11h30, sur le marché de Cuisery ! L'exemple est à suivre !



Info
Chalon.com

12 SALLES
GRAND CONFORT

MEGARAMA

App Store

www.mega

CHALON /AUTOUR DE CHALON BOURGOGNE OFFRE D'EMPLOI ECONOMIE SPORT PC

CHALON SUR SAÔNE Le 19 Mars 2019 à 18:13

Les syndicats, les retraités, fonctionnaires et Gilets Jaunes se sont retrouvés ce mardi pour battre le pavé à Chalon-sur-Saône



D'une seule voix, organisations syndicales, retraités, salariés, fonctionnaires ou Gilets Jaunes scandaient le

ACTION DU 25 MARS 2019 : Cité Administrative Mâcon, tracts et pétitions



ACTIONS DU 26 MARS 2019 : Paray LE MONIAL et CHAROLLES, tracts et pétitions

 **lejournal**
DE SAÔNE-ET-LOIRE

PARAY-LE-MONIAL

PARAY-LE-MONIAL - MOUVEMENT SOCIAL

Usagers et agents des finances publiques contre les fermetures

Publié le 27/03/2019 à 05:00 | Réagir (0)

EDITION ABONNÉ



CHAROLLES - FINANCES PUBLIQUES - « EN 15 ANS, LE CENTRE DES IMPÔTS DE CHAROLLES A PERDU LA MOITIÉ DE SES AGENTS »

« En 15 ans, le centre des impôts de Charolles a perdu la moitié de ses agents »

Une dizaine d'agents des finances a manifesté mardi en début d'après-midi devant le centre des impôts de Charolles. Tous dénoncent et s'opposent au ...



JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE ET ACTIONS DU 28 MARS 2019

TRACTS ET PÉTITIONS CENTRE DES FINANCES LE CREUSOT 10H30

JEUDI 28 MARS

AMPLIFIONS LA MOBILISATION

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE!

TOUTES ET TOUS À PARIS!



Nous ne cessons de le dire et de l'écrire, et nous ne cessons de le dire et de l'écrire : la situation est grave et nous sommes toutes et tous en danger !

Aujourd'hui, l'objectif des pouvoirs publics est simple : Externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, réduire par quatre le nombre des implantations, limiter l'accès du public aux contacts dématérialisés, abuser notre statut, dégrader le service public, et ainsi, mettre à mal l'égalité de traitement des citoyens.

Le nôtre et le vôtre doit être aussi simple : empêcher la destruction de notre administration et préserver notre avenir personnel et professionnel, celui du service public et de la Fonction publique.

NOUS POUVONS Y ARRIVER À FORCE DE DÉTERMINATION ET EN S'Y METTANT TOUTES ET TOUS ENSEMBLE!

Les grandes manœuvres ont déjà commencé. Le périmètre de nos missions est attaqué et la manière de les exercer bouleversée. Elles sont vidées de leur sens au détriment de l'intérêt général.

La géographie revisitée va aboutir à un déménagement violent et massif du territoire et diviser par quatre le nombre de nos implantations. Pour faciliter le tout, la loi Fonction publique va permettre de recruter des contractuels un peu partout, de mettre à mal nos garanties individuelles et collectives en supprimant le rôle des CAP d'introduire une compétition malsaine entre services, entre les agents et entre titulaires et précaires.

C'est bien un avenir à la France-Télécom qui nous est promis... Si nous ne nous rebellons pas !

Personne ne peut aujourd'hui se croire à l'abri, quel que soit son grade, quelle que soit son affectation, quelle que soit la mission qu'il exerce.

SIP, SPI, SIE, CADASTRE, SPL...

TOUS LES SERVICES MENACÉS!

SIP affirmant le 27 février que 3 000 agents travaillent sur la base d'habitation, le ministre Darmanin prévoit de supprimer 3 000 emplois sans aucun redéploiement sur des missions défectueuses ou fléchées prioritairement, comme la lutte contre la fraude fiscale. Le prélèvement à la source et la suppression de la TH1 mettent clairement en péril les SIP.

Cadastre : le transfert vers l'IGN est aujourd'hui sur les rails.

SPL : la création d'agences comptables va être de mettre à mal la gestion publique, et le principe fondamental de séparation entre ordonnateur et comptable, sans aucun intérêt financier pour la collectivité locale.

Recouvrement : les pouvoirs publics portent bel et bien l'idée d'une agence unique de recouvrement des recettes fiscales et sociales hors du périmètre de la DGFIP. Cela mettra à mal sans aucun doute les SE.

Contrôle fiscal : l'artifice de l'intelligence artificielle est utilisé pour déshabiller les services de base...



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT, PHILIPPE MARTINEZ, EN VISITE AU CREUSOT, A ACCEPTÉ DE RECEVOIR UNE DÉLÉGATION DE L'INTERSYNDICALE DES FINANCES PUBLIQUES DE SAÔNE ET LOIRE. NOUS AVONS ÉCHANGÉ SUR LA STRATÉGIE À METTRE EN PLACE FACE À LA « GÉOGRAPHIE REVISITÉE ». L'INTERSYNDICALE REMERCIE L'UD CGT 71 D'AVOIR PERMIS CETTE RENCONTRE.

lejournal ACTUALITÉ

SOCIAL

Philippe Martinez au Creusot : "On nous accuse de refuser le dialogue mais on m'interdit l'accès à l'usine" (VIDEO + DIAPORAMA)

Vu 2994 fois | Le 28/03/2019 à 10:45 | mis à jour à 17:16 | Réagir [10]



Une délégation syndicale des Finances publiques est venue discuter avec Philippe Martinez. (Photo D. Valette)



Sur le service public, Philippe Martinez a insisté sur les besoins partout en France : « Avec des fonctionnaires ayant un statut, ce n'est pas un privilège, garantissant que les agents de la fonction publique soient en priorité et uniquement au service des usagers et non au service des actionnaires, oui ce n'est pas un privilège, c'est au atout pour le pays... ». Les 150 manifestants ont ensuite pris la direction de la la rue de l'étang de la forge, la rue Baptiste Marcet et l'avenue de la Paix où sur le parking de la Nef, Philippe Martinez a rencontré les syndiqués du département, notamment ceux du syndicat de Safran et des Finances Publiques en lute sur la Saône-et-Loire.

La journée se poursuivra à la maison des associations Mouillelongue pour un débat public suivi de la présentation de la campagne départementale pour la défense de la protection sociale. Il faut rappeler que la visite de Philippe Martinez en Saône-et-Loire s'inscrit dans le cadre des campagnes confédérales actuelles pour : « La reconquête industrielle et le développement des services publics » et « La protection sociale et une Sécurité Sociale du 21ème siècle ».

JCP



FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

MISSIONS
RÉSEAU,
EMPLOIS,

**GÉOGRAPHIE REVISITÉE
SERVICE PUBLIC LIQUIDÉ**



lejournal
DE SAÛNE-ET-LOIRE

MÂCON

SOCIAL

Finances publiques : les syndicats de nouveau mobilisés à Mâcon

Ce jeudi matin, devant la direction départementale des Finances publiques, des agents distribuaient des tracts et proposaient aux Mâconnais de signer une pétition.

Vu 426 fois | Le 04/04/2019 à 10:37 | mis à jour à 12:02 | Réagir



■ Daniel Moulin (CGT), Magali Rocher (Solidaires), Valérie Redon (Solidaires), Francis Viscovi (FO), Sabine Blanc (CGT) et Dominique Barge (Solidaires). Photo A. W.

Quelques semaines après un rassemblement devant la cité administrative, à Mâcon, l'intersyndicale (CGT, Solidaires, FO, CFDT) des Finances publiques s'est de nouveau mobilisée ce jeudi matin dans la ville préfecture. Six agents, représentants du personnel, étaient positionnés rue Mathieu, devant la direction départementale des Finances publiques.

Vêtus de gilets noirs, ils distribuaient des tracts sur "la dégradation" du service public des impôts et faisaient signer une pétition lancée le 19 mars dernier.

"Le tout internet a ses limites"

"Depuis plusieurs années, nous perdons en moyenne 20 postes par an en Saône-et-Loire, s'indigne Sabine Blanc, de la CGT. Le service public rendu aux usagers se dégrade. Les files d'attente sont de plus en plus longues. Le tout internet a ses limites".

Les syndicats protestent également contre les fermetures des Trésoreries locales dans le département et "la baisse de la qualité du contrôle fiscal". "C'est pourtant la garantie de l'égalité des citoyens devant l'impôt", souligne Magali Rocher, de Solidaires Finances publiques.



NOUVEAU ! POUR JOINDRE L'INTERSYNDICALE :
intersyndicaledgfip71@gmail.com



3 AVRIL 2019 : L'INTERSYNDICALE DOFIP71 RENCONTRE LE MAIRE DU CREUSOT

11 AVRIL 2019 : INTERVENTION DE L'INTERSYNDICALE DOFIP 71 À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA MUTUELLE MGEFI, EN SOUTIEN AUX CAMARADES DE HAUTE-GARONNE ET POUR RAPPELER LES ACTIONS MENÉES DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 3 MOIS.

12 AVRIL 2019 : L'INTERSYNDICALE DOFIP71 RENCONTRE LE MAIRE DE CHAROLLES

15 AVRIL 2019 : LES REPRÉSENTANTS DES PERSONNELS AU CHSCT ONT SIÉGÉ SYMBOLIQUEMENT HABILLÉS DE LA « TENUE » DES ACTIONS ET MOBILISATIONS !



L'INTERSYNDICALE DOFIP71 EN COLÈRE EST SUR FACEBOOK



L'INTERSYNDICALE DGFIP 71 EN COLÈRE" PRÉSENTE DANS LE DÉFILÉ DU 1ER MAI à CHALON

Toutes les générations étaient représentées. La pétition a rencontré un franc succès et nombre d'interventions ont concerné les finances publiques. Une bien belle journée du 1er mai !



DÉFILÉ DU 1ER MAI

Chalon-sur-Saône : 500 à 600 manifestants contre les réformes du gouvernement

Vu 575 fois | Le 01/05/2019 à 15:13 | mis à jour à 16:00 | Réagir

Info
Chalon.com

CHALON / AUTOUR DE CHALON BOURGOGNE OFFRE D'EMPLOI ECONOMIE SPORT PO



À Chalon-sur-Saône, plus de 500 manifestants dans le calme pour le 1er mai

JOURNÉE DE GRÈVE FONCTION PUBLIQUE DU 9 MAI 2019



**CONSTRUIRE COLLECTIVEMENT
GAGNER ENSEMBLE !**

9 MAI 2019

**GREVE DE
TOUTE
LA FONCTION
PUBLIQUE**

FINANCES PUBLIQUES

**MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS**

L'intersyndicale des finances publiques
Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC appelle
les personnels à être massivement en grève **LE 9 MAI**,
date de la journée de mobilisation Fonction publique,
à se réunir collectivement pour décider des modalités d'action
à mettre en œuvre dans les prochains jours et après le 9 mai.

**LE 9 MAI, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE,
TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !**

Solidaires Finances Publiques
la cgt Finances Publiques
FO DGFIP
Cfdt FINANCES PUBLIQUES
CFTC DGFIP

DISTRIBUTIONS DE TRACTS ET SIGNATURES DE PÉTITIONS DEVANT LE CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CHALON SUR SAÔNE



ET DE LOUHANS :





Finances publiques – Le drapeau noir flotte sur le trésor

10 mai 2019



Le rouge, le jaune et maintenant le noir. A chaque couleur son appartenance mais sur le fond, les idées se rejoignent pour beaucoup surtout quand il s'agit de défendre le service public qui est la cible des gouvernements.

Hier, jeudi 9 mai 2019, les syndicats appelaient à la grève pour justement défendre les droits des personnels du service public autant que ceux des usagers.

Aujourd'hui, au centre des impôts à Montceau-les-Mines, une seconde lame, encore plus profonde, espère laisser une trace bien visible sur le visage déjà bien abîmé des services publics.

Hôpital de Montceau en danger, centre des impôts en grand danger et l'espace de la pause déjeuner de midi, le drapeau noir a flotter sur les marches du palais des « impôts ». L'intersyndicale est en colère, une colère noire parce que, dans le démantèlement des centres des impôts, même si tout est officieux, le pire est à craindre avec notamment la fermeture de l'établissement montcellien à l'horizon 2022. « On nous a déjà supprimé la gestion administrative des hôpitaux (évidemment celui de Montceau), les maison de retraite, les EPHAD. Il reste seulement deux trésoreries hospitalières sur le département, Chalon-sur-Saône et Mâcon. Qui pour répondre aux questions des familles » expliquent les agents des finances publiques. « L'Etat ne veut plus payer un loyer comme à Montceau où la ville est propriétaire du bâtiment » ajoutent-ils.

La pétition rencontre un beau succès

Dans l'immédiat, l'ensemble du personnel (36 personnes) est dans l'incertitude la plus totale. « Nous entendons parler de choses mais surtout nous ne savons pas à quelle sauce nous serons mangés » soulignent-ils. L'idée est simple, le département compte huit centres, « et la consigne est de les regrouper sur deux ou trois ».

Depuis plusieurs jours, une pétition pour stopper les suppressions d'emplois et donner les moyens aux finances publiques d'exercer correctement leurs missions de service public est à signer. Les usagers n'hésitent pas un instant. Car chaque jour, ils sont nombreux à se rendre au centre des impôts, surtout en ce moment avec la déclaration des revenus. Un service utile, encore.

Finances publiques, même plus l'impôt (la peau) sur les os, les agents livrent leur bataille, drapeau noir en poupe. Moins de fonctionnaires, c'est moins de service public.

« L'usager doit avoir l'égalité du service public » reprend Patrice Ruiz de Solidaires venu de Chalon épauler ses camarades sur Montceau.

Jean Bernard

MONTCEAU-LES-MINES - SOCIAL

Les agents des finances publiques mobilisés contre les suppressions de postes

Vu 673 fois | Le 10/05/2019 à 14:07 | mis à jour à 14:37 | Réagir (3)



Pétition contre la suppression de postes aux finances publiques. Photo Tristan Aubry

LECTURE
ZEN

Une quinzaine de personnes se sont mobilisées, ce vendredi 10 mai, devant le centre des finances publiques de Montceau-les-Mines. Ces agents faisaient signer une pétition sur le refus de voir des postes supprimés au sein du ministère des Finances. Les agents informaient également sur les conséquences de ces suppressions de postes. Ce vendredi, 100 signatures ont été recueillies. On en compte 300, depuis vendredi dernier, sur l'ensemble du bassin de Montceau-les-Mines. Aux côté des agents, quelques Gilets Jaunes, faisaient le nombre.

FINANCES PUBLIQUES

MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

**ACCUEIL PHYSIQUE
PAS LE NUMÉRIQUE**

« Il faut un contact humain au centre des impôts »

Les agents des finances publiques de Montceau-les-Mines se sont mobilisés, vendredi, lors de la pause méridienne, afin de défendre la proximité de ce service public. Plus de 120 citoyens ont signé la pétition demandant le maintien de cette proximité.

Des drapeaux à tête de mort flottaient, vendredi, devant le centre des finances publiques de Montceau. Habituel pour des pirates mais pas commun pour des fonctionnaires. « Ce n'est pas que le signe des pirates, c'est aussi celui des corsaires, qui ramassaient l'argent pour le roi et le répartissaient. Ça veut dire que nous sommes pour la justice fiscale et la justice sociale », détaille Patrice Ruiz, syndicaliste Solidaires Finances publiques.

« On ne connaît pas les projets de la direction »

Aidés par deux syndicalistes de Saône-et-Loire, les agents se sont mobilisés sur leur pause méridienne. « On fait ces actions sur ce temps car le but est de ne pas gêner le public et ça mobilise les agents », souligne Pierre Badey, de la CGT. « À la



Des agents des finances publiques faisaient signer une pétition devant le centre des impôts de Montceau, vendredi, pour demander le maintien de ces centres. Photo JSL/Tristan AUBRY

trésorerie, on était 22 quand je suis arrivée (au début des années 2000), maintenant on est 12. On ne connaît pas les projets de la direction, on ne nous demande rien », indique une agent d'une quarantaine d'an-

nées. Et réduire l'accueil pour mettre plus de personnels dédiés aux contrôles fiscaux ? L'agent n'y croit pas : « On n'a plus d'agent pour les contrôles fiscaux en local depuis des mois. »

« Il faut absolument garder ce service public »

Et les contribuables ? Ils ont répondu présent. Aux alentours de 14 heures, plus de 120 personnes avaient signé la

pétition pour demander le maintien des centres des finances publiques. Certains se dirigeant spontanément vers ceux qui tenaient les documents à signer.

Paroles de contribuables

À l'instar de Jean-Jacques : « Je veux que ça reste ici. Comme pour la séparation entre l'ordonnateur et le percepteur. Celui qui décide l'impôt n'a pas à le récolter. »

« Si on les élimine, on est perdus, comme pour l'hôpital. C'est inadmissible. Il faut absolument garder ce service public », poursuit Christine.

« Il faut un contact humain pour certaines démarches aux impôts. Tout le monde n'a pas internet. Il faut aussi savoir s'en servir et s'équiper, ça revient cher », témoigne Simone Pierre, qui a signé la pétition en arrivant.

Son amie Josette Emoline ajoute : « Et puis les numéros de téléphone qu'on a, ça sonne souvent dans le vide. Les gens doivent avoir facilement accès aux données essentielles. »

Tristan AUBRY

Contactée, la direction des Finances publiques de Saône-et-Loire n'a pas souhaité s'exprimer.

12 mai 2019 : Chagny et Chalon, l'intersyndicale dans les pas du ministre Darmanin

CAMPAGNE EUROPÉENNE

Dans les pas du ministre Darmanin sur les marchés de Chagny et Chalon ce dimanche (actualisé à 16h40)

Vu 3694 fois | Le 12/05/2019 à 10:49 | mis à jour à 17:25 | Réagir (2)





13 mai 2019 : L'INTERSYNDICALE DOFIP71 RENCONTRE LE SÉNATEUR JÉRÔME DURAIN



**13 mai 2019 Et JOURS SUIVANTS : TRACTAGES ET PÉTITIONS DEVANT
LE CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CHALON SUR SAÔNE**



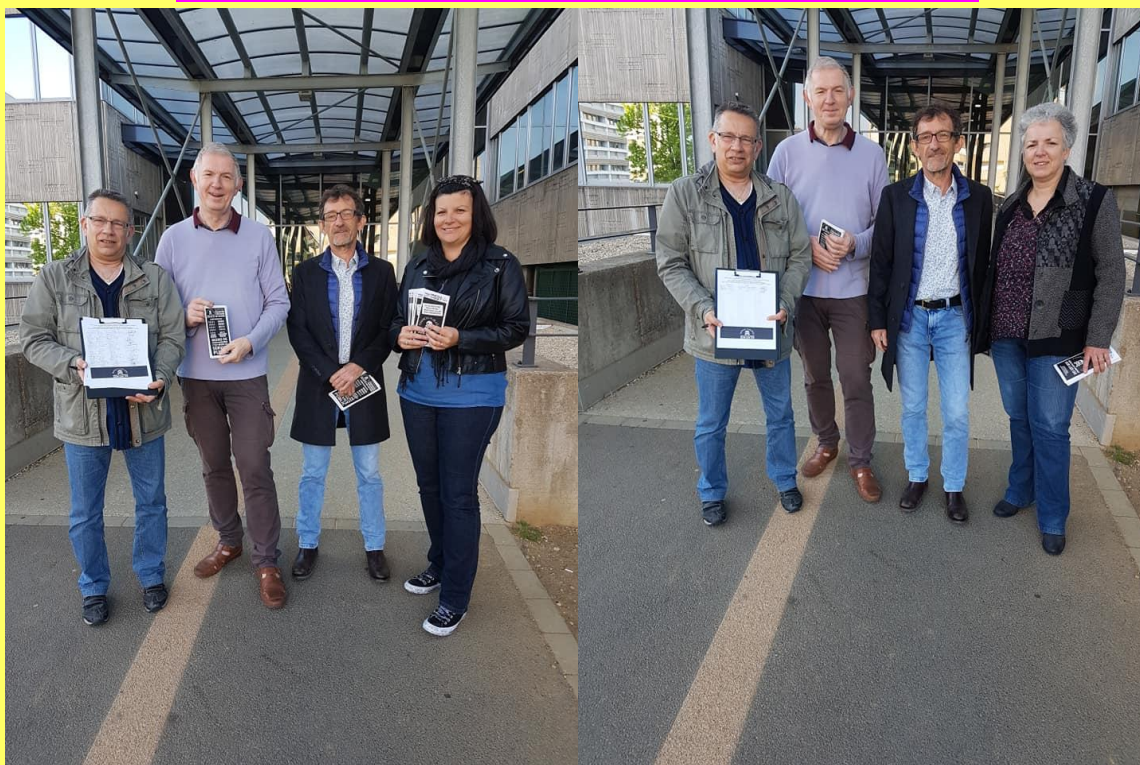
20 mai 2019 : RENCONTRE AVEC LE MAIRE DE LOUHANS ET TRACTAGE ET PÉTITIONS



FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

**SUPPRESSIONS
DE POSTES
SERVICE PUBLIC
LOW COST**

ACTIONS MÂCON À PARTIR DU 20 MAI 2019 :
TRACTAGE ET PÉTITIONS DEVANT LA CITÉ ADMINISTRATIVE



Le gouvernement doit abandonner son plan de suppression des implantations des Finances Publiques !
Il faut stopper les suppressions d'emplois et donner les moyens aux Finances Publiques d'exercer correctement leurs missions de service public !
Nous voulons conserver notre réseau des Centres des Finances Publiques !
Pour toutes ces raisons, nous signons la pétition des « agents des finances publiques » en colère !

NOM Prénom		Signature
		
Déjà		
	1 812	
signatures !		


FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT SUR LES OS